

## La Terre ultime espace de solidarité !

Depuis l'apparition de la Vie, il y a 3,5 milliards d'années, un nombre considérable d'espèces ont disparu.

Ces disparitions ne sont pas seulement le fait des 5 crises dites « d'extinction massive », dues à des cataclysmes, comme celle qui provoqua la fin des dinosaures. Elles furent aussi la résultante des processus naturels d'évolution qui sont toujours à l'œuvre et auxquels nulle espèce n'échappe. Les espèces émergent, se développent et s'éteignent pour céder la place à de nouvelles, mieux adaptées à un environnement, lui aussi, en perpétuelle évolution.

Ces phénomènes se caractérisent par leur extraordinaire complexité et leur extrême lenteur. Selon les paléontologues, la durée moyenne de vie d'une espèce est de l'ordre de 2 à 10 millions d'années.

Mais l'ordre naturel des choses est aujourd'hui rompu. On assiste à une brutale accélération des phénomènes d'érosion de la biodiversité et le rythme de disparition des espèces est maintenant de 100 à 1000 fois supérieur aux moyennes constatées dans l'histoire de l'évolution ! Par rapport aux précédentes crises d'extinction, celle-ci présente la stupéfiante caractéristique d'être de la responsabilité d'une seule espèce : la nôtre ! Une particularité qui a conduit à désigner sous le terme d'**anthropocène** la période dans laquelle nous sommes entrés.

Le fait, pour l'humanité, de modifier son environnement ne date pas d'hier et on a en mémoire le propos de Châteaubriand : "**Les forêts précèdent les hommes, les déserts les suivent**", mais depuis les années 50 les atteintes à la nature se sont brutalement amplifiées. En cause : la prodigieuse puissance des moyens technologiques dont nous disposons maintenant et qui sont surtout mis au service d'une économie de rapine qui étend son emprise à toute la planète, sans égard pour l'incalculable trésor que constitue la biodiversité.

Une tragédie se joue, le mot n'est pas trop fort, et, face à la gravité des enjeux, la communauté scientifique assume sa mission. L'IPBES <sup>(1)</sup>, instance créée par l'ONU, multiplie d'ailleurs les mises en garde. Elle précise, qu'au rythme actuel, le 1/3 environ des espèces actuellement connues auront disparu d'ici 2050 et les 2/3 d'ici la fin du siècle !

Des spécialistes estiment d'ores et déjà à 7% du PIB mondial annuel le coût de l'appauvrissement de la biodiversité <sup>(2)</sup>; mais, même si ces chiffres interpellent, il faut souligner qu'aucune étude, absolument aucune, ne sera jamais en mesure de chiffrer les conséquences d'un tel bouleversement. Elles sont incalculables et elles se situent d'ailleurs pour partie, bien au-delà de la sphère économique... Le "Vivant" n'a pas de prix et vouloir tout ramener en termes de P.I.B ne peut conduire qu'à de nouvelles impasses.

Un sursaut s'impose. Il va falloir regarder la vérité en face et placer le débat sur le terrain de l'éthique et de la morale, là où se joue l'essentiel.

Une chance : sur ce terrain, laïcs et croyants peuvent se retrouver car, en définitive, comme l'indique Jacques Blondel, ancien Président du Conseil Scientifique Français de la Biodiversité : « **Sauver la planète implique de la penser comme un espace de solidarité** » <sup>(3)</sup>.

J-C PIERRE

Conseiller économique social et  
environnemental de Bretagne

(1) IPBES : Plateforme Internationale sur la Biodiversité et les Services écosystémiques

(2) La Vie économique 11/2010

(3) L'Archipel de la Vie : Buchet Chastel mars 2012